le monde libertaire

Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE
adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

17 AU 23 JANVIER 1991

N° 811

10,00 F

LE 12 JANVIER, AU TRAVERS DE L'HEXAGONE, 300 000 MANIFESTANTS ONT SCANDE :

« Quelle connerie la guerre ! »

GUERRE ou pas guerre ? A l'heure où nous mettons sous presse, les grands de ce monde en sont encore à mimer les conciliations de la vingt-cinquième heure.

Une manifestation réussie

Guerre ou pas guerre ? Celle-ci, prévue le 16 janvier, ou celle qui ne saurait tarder, tant est sous-jacente la révolte des foules arabes face à l'occupation militaire des troupes occidentales ? Jouer les devins n'a pas grand intérêt. En revanche, la mobilisation du 12 janvier contre l'engagement français dans le golfe Persique s'est concrétisée au-delà des espérances des organisateurs, avec la présence de 200 000 personnes, à Paris.

Le Parti communiste, comme toutes les autres organisations, a réussi, pour l'occasion, une véritable démonstration de force : immenses cortèges de municipalités de banlieue, de représentants des sections CGT, des Jeunesses communistes. Forte mobilisation libertaire, malgré le silence presque absolu de la presse sur les appels néanmoins très suivis de la Fédération anarchiste (2 500 personnes), de la CNT, de l'OCL, de l'UTCL-CJL, de l'UA et de l'UPF — en tête du cortège flottait sa banderole. Mais il serait incongru de s'essayer à une liste exhaustive des organisations présentes : de la Confédération paysanne à la Chorale de Paris, des enseignants contre la guerre au Comité ivryien pour la Palestine, des associations tamouls et sri-lankaises au Comité américain pour la paix, l'énoncé des participants à lui aussi des allures d'inventaires à la Prévert.

Où vas-tu petit soldat ?... A l'abattoir !
© Sipa press

Car le principal mot d'ordre, repris par toutes les organisations et tous les inorganisés, était bien sûr « *Quelle connerie la guerre* ». Outre cette devise universelle (merci encore, Prévert), les manifestants ont décliné toute la gamme des mots d'ordre antiguerres, des plus lourdingues au plus joyeux : « *Est-ce que j'ai une gueule à me battre pour le Koweit ?* » ou encore « *Le pétrole on s'en fout, on est en vélo* » (des cortèges d'étudiants) en passant par « *Tonton, t'es trop vieux pour jouer les Rambo, on est trop jeunes pour se faire trouer la peau* » (des jeunesses de tout poil et de toute nationalité) en passant par d'évangélistes « *Si tous les dirigeants voulaient bien négocier, la colombe pourrait s'envoler* » (le PCF, que l'on a connu moins pacifiste) et autres « *Le pétrole ne vaut pas une goutte de sang* »... Chants lancinants des sonos kurdes, slogans pro-Intifada de l'Union France-Palestine, joyeux refrains « *Tonton s'en va t'en guerre* » sur l'air des *Trois capitaines*... Quelques slogans plus radicaux, repris par des dizaines d'organisations et d'inorganisés : insoumission, désertion...

Spectacles de rues, manifestants masqués ou munis de masques à gaz, quelques légères escarmouches avec les CRS protégeant l'accès des grands magasins et, bien sûr, celui du Palais de l'Elysée (« *CRS au Koweit* »)...

Manifestation massive, plutôt joyeuse et somme toute bon enfant. Celle de citoyens politisés au non, mobilisés contre une guerre imminente.

A l'issue de cette manifestation, les personnalités organisatrices ont osé demander audience à Tonton. Celui-ci a tergiversé. Dans un premier temps, il refusa la recontre. Puis, il accepta de renconter en tête-à-tête Gisèle Halimi. Refus des organisateurs. Il demanda alors à rencontrer Mgr Gaillot et Renaud... absents au moment de l'invitation ! Bref, personne ne fut reçu.

Manifestation réussie donc, mais sera-t-elle suffisante pour faire reculer l'armée française, déjà engagée jusqu'au cou dans un nouveau bourbier ? Quelles sont les chances d'une manifestation contre la guerre, face à une croisade gouvernementale pour le pétrole ? C'est hélas à un vieillard de droit divin d'en décider... à moins que la rue, une nouvelle fois, en décide autrement.

Pascale Choisy

EDITORIAL

L'Occident, cupide et sûr de soi, a cru bon chanter victoire, il y a un an, à l'occasion de l'effondrement des régimes bureaucratiques de l'Est. Se croyant débarrassé du communisme, les capitalistes se sont précipités dans les capitales est-européennes avec dollars et actions... pensant ainsi imposer leur mode de vie. Pas fous, les maîtres de l'Est ont laissé faire, sans pour autant lâcher une once de pouvoir. L'Occident, confiant, s'est trouvé, depuis, un autre rival en la personne de Saddam Hussein, alors qu'il octroyait à Gorbatchev le prix Nobel des droits de l'homme. Résultat : voilà cet Occident empêtré dans les sables arabiques, laissant les mains libres à un président de l'URSS désireux de mettre au pas les séparatistes de tous bords. La Lituanie, première des républiques baltes à déserrer l'étau, fait les frais de la brutale reprise en main décidée par le Kremlin. Gageons que les autres républiques de l'empire soviétique connaîtront un sort identique. Lettonie, Estonie, Moldavie, Géorgie, Arménie, Adzerbadjan... la liste est longue et risque de devenir par trop sanglante.

L'Occident s'est laissé gruger, malgré tout il jouera le jeu de la réconciliation. Les peuples d'URSS seront sacrifiés sur l'autel de la *realpolitik*. C'est à ce prix que les Américains, flanqués des Européens, pourront manœuvrer librement face à l'Irak et conserver le pétrole.

REPRESSION EN LITUANIE

URSS : les salauds sont toujours au pouvoir

Alors que l'armée Rouge contrôlait la plupart des bâtiments administratifs de la capitale lituanienne, dimanche 13 janvier, des indépendantistes s'organisaient pour éviter l'assaut contre le parlement où se trouve le Président Vytautas Landsbergis. Malgré les réactions du président de la fédération de Russie, Boris Eltsine, l'avenir reste incertain...
Jérôme Varquez nous rappelle, ici, comment l'Etat soviétique a toujours réagi dans ce type de conflit...alors que déjà une quinzaine de morts sont à signaler.

SAMEDI 12 janvier 1991 : des centaines de milliers de personnes manifestent contre la guerre, contre ceux qui ne sont pas capables de nous offrir autre chose que le bruit des bottes, le fracas des bombes et le sang qui coule. Le monde entier a les yeux tournés vers le Golfe à quelques jours du déclenchement d'une guerre, d'une horrible guerre, comme toutes les guerres savent l'être.

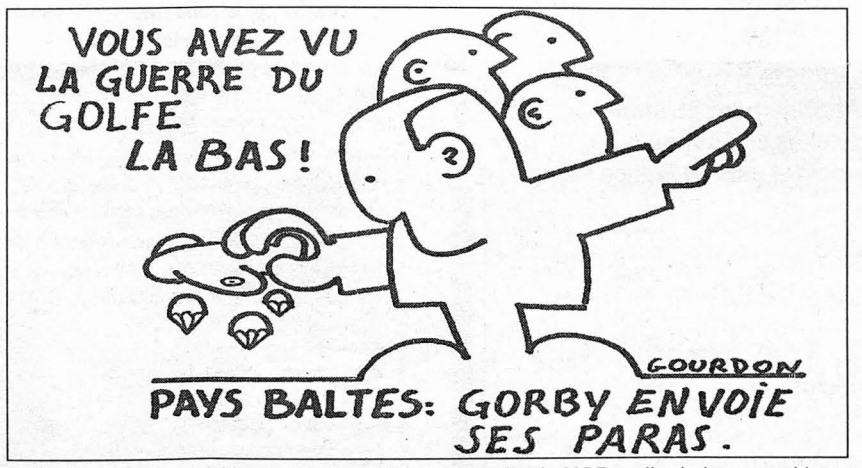
T2137 - 811 - 10,00 F

Du Koweït à Vilnius

Il y a 35 ans, le monde avait les yeux tournés vers le canal de Suez. Là aussi, on craignait un conflit majeur. Là aussi, les grands de ce monde nous ont montré leur incurie.

Pendant que le monde regardait vers Suez, les salauds sont entrés dans Budapest. Ils ont tué. Il ont massacré. Ils ont exécuté. Leurs chars ont écrasé le peuple insurgé de Hongrie. Ils ont normalisé.

Samedi 12 janvier, pendant que le monde regarde vers Bagdad, des salauds sont entrés à Vilnius. Ils ont déjà tiré et ils vont, sans doute, continuer. Leurs chars tirent des coups de semonce, avant de cracher leurs obus. Il s'agit, cette fois, de mater la Lituanie rebelle.



Gorbatchev, celui qu'on s'obstine à nous présenter, à l'Ouest, comme un démocrate sincère qu'il faut aider et soutenir, a lâché l'armée Rouge sur ceux qui contestent son autorité : celle du politburo, celle du KGB, celle de la nomenklatura. Après le vent d'espoir qui a soufflé à l'Est, depuis un peu plus d'un an, de bien terribles souvenirs nous reviennent en mémoire : les drapeaux noirs des anarchistes d'Ukraines massacrés par l'armée Rouge, le sang des révolutionnaires de Kronstadt — c'était en 1921, le tzar s'appelait Lénine et le feldmaréchal s'appelait Trotsky. Depuis, il y a eu Staline et le développement du système concentrationnaire, celui de la mort blanche dans l'enfer des îles Solovki et de la Kolyma. Et puis, Berlin en 1953, Budapest en 56, Prague en 68, Gandsk, et puis, et puis...

Soixante-dix ans de régime socialiste de transition, 70 ans de dictature sur le prolétariat n'ont pas eu raison de l'irrésistible besoin de liberté et de dignité du genre humain.

Aujourd'hui, le rideau de fer est rouillé, déchiré, plus personne ou presque n'est dupe de la sinistre supercherie des enfants de la Tchéka et du Guépéou. Il nous reste à espérer que les peuples de l'Union soviétique trouveront en eux suffisamment de ressources pour ne pas resombrer dans l'horreur de la nuit totalitaire. Les blindés ont beau rouler vers Vilnius ou vers Tallinn, capitale de l'Estonie, les dictateurs finiront bien par tomber.

Jérôme Varquez

ANARCHISME ET SCIENCE POLITIQUE

Pour un matérialisme radical

En un long article, en trois volets, notre compagnon Philippe Chailan analyse les mécanismes de la stratégie politique à partir de l'étude du livre de Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*. « Pour un matérialisme radical » est notre premier volet.
Par cette longue étude, il s'agit d'introduire un élément de réflexion autre que celui portant sur les seuls aspects historiques. Aspects habituellement privilégiés au détriment, il est vrai, d'analyses actuelles et d'exposés de projets concrêts. En cela, Philippe Chailan s'affirme soucieux de voir disparaître le vocable de « survivance anarchiste », cher à nos adversaires, lorsqu'ils évoquent le mouvement libertaire.

PARCE qu'ils se refusent à entrer dans le cercle enchanté du jeu politicien, les anarchistes se privent des ressources tactiques qu'offre la démagogie électoraliste, et de la reconnaissance médiatique qui l'accompagne automatiquement. Ils se trouvent par là même condamnés (et cette condamnation est pour eux une bonne chose) à rattraper leur handicap par une participation résolue et radicale aux mobilisations sociales.

Dans le même temps, ils ne peuvent crédibiliser leur action et leurs thèses qu'en avançant des analyses plus précises, et — il faut y insister — des projets et des programmes plus clairs, plus détaillés aussi, que les « professions de foi » de leurs adversaires.

C'est pourquoi, nous exposant aux sempiternelles accusations d'intellectualisme, nous avons tenté de montrer ici tout l'intérêt que présentent, pour les conceptions libertaires, les recherches de Pierre Bourdieu. Or, certains chercheurs influents, bien qu'encore trop minoritaires, ont entrepris dans le domaine des sciences politiques un effort comparable. L'un d'eux, Michel Dobry, ouvre avec sa *Sociologie des crises politiques* (1) les pistes d'une réflexion difficile, mais sans aucune concession. On tentera ici d'en donner un aperçu synthétique, tant son approche des mobilisations et des « crises » semble à même d'enrichir nos *pratiques* militantes, et de nous aider à formuler des *stratégies* anarchistes affirmatives.

Ni mécanisme ni idéalisme : une analyse des tactiques et des stratégies

L'image la plus courante des « crises » politiques véhicule une représentation fort conservatrice de la société. Elle décrit en effet ces « crises » non seulement comme des « ruptures » menaçant la persistance des institutions, mais aussi comme des discontinuité, des *interruptions*, intervenant dans le flux « *normal* » des routines politiques. Toute théorie tributaire, ou dépendante de cette image tend alors à chercher les ressorts des crises dans une « pathologie (une maladie), dans les « déséquilibres » venant troubler l'« organisme » social — qu'elle les impute aux déceptions, aux frustrations des acteurs sociaux, à des « déviances » psychologiques ou à de vagues « poussées d'irrationalité ».

Contre une telle orientation théorique, qui assimile la société à un « tout » organique, et présuppose la définition d'une « *normalité* » politique, le politiste Michel Dobry propose d'analyser prioritairement une dimension trop négligée des crises : *l'activité tactique des protagonistes*. Par cette expression, il faut entendre la manière dont les différents acteurs des crises utilisent et combinent les ressources à leur disposition pour sortir vainqueurs du conflit qui les oppose. Dès lors, au lieu de s'épuiser dans la recherche des « causes », des « déterminants » de la crise — qui sont censés tout expliquer —, l'intérêt théorique se déplace vers *ce qui se joue dans le processus de crise eux-mêmes*.

De même qu'il se refuse de tout expliquer par les « causes », le politiste s'interdit de reconstruire le schéma d'une crise (c'est-à-dire ses différentes phases) à partir de ses « résultats », ou de ses « sous-produits » si l'on préfère (qu'il s'agisse de la chute d'un régime, d'une guerre civile, ou d'un « changement » du système politique).

Ce double refus permet d'engager une analyse plus fine : la perspective de Michel Dobry est bel et bien *déterministe*, mais elle évite l'écueil d'un mécanisme simpliste qui isolerait les « causes » d'une part, les « résultats » de la crise d'autre part, puis expliquerait leur enchaînement d'une manière arbitraire et invérifiable.

Le politiste, ici, ne se contente pas de dépasser, de très loin, le schématisme de la « vulgate » marxiste, par exemple ; il esquisse *un matérialisme à la fois radical et subtil*. Et, s'agissant des « crises », des grandes mobilisations sociales, les militants libertaires ont les meilleures raisons du monde de prêter attention aux analyses de Michel Dobry : car, même s'ils se revendiquent du matérialisme, il leur arrive, à eux aussi, de se représenter les conjonctures de crise comme des moments de « rupture » où, par on ne sait quelle « grâce » historique, les déterminations sociales cesseraient soudainement de jouer. Toute foi naïve en une « spontanéité » échappant miraculeusement aux déterminations antérieures est un obstacle à l'élaboration pragmatique de nos stratégies, un obstacle à l'auto-organisation des luttes. Récusant toute « métaphysique », fût-elle politique, Dobry conçoit les conjonctures de crises comme des *états particuliers* des systèmes qu'il étudie (même si elles ont pour sous-produits des transformations radicales). Selon lui, en effet, rien ne permet d'affirmer que les moyens mis en œuvre par les acteurs politiques dans les conjonctures de crise soient radicalement différents de ceux qui ont cours dans les conjonctures plus stables.

Il s'agit, dès lors, d'analyser les *coups* joués par ces acteurs, et de rompre par la même avec tout résidu d'idéalisme. Car les décisions politiques ne se trouvent pas suspendues à des idées « éternelles », qui traverseraient le temps. Et c'est pourquoi, au lieu de rendre compte des comportements individuels et collectifs à partir de l'« histoire de idées », il convient d'étudier les actes des uns et des autres, dans les conjonctures de crise, comme autant de « coups » susceptibles de modifier les attentes de leurs alliés ou adversaires, leurs représentations de la situation — autant de « coups » susceptibles de modifier les conditions mêmes du conflit. Ainsi, loin d'être toujours et partout à l'origine des « coups » des acteurs politiques, leurs « motifs », leurs « intérêts » et leurs « objectifs » apparaissent « bousculés, ballottés, transformés, découverts ou oubliés » dans l'échange des coups et *par l'échange des coups lui-même*. En d'autres termes, les conflits politiques, et particulièrement les « crises », présentent *une dynamique spécifique, autonome, même vis-à-vis des intérêts des acteurs qui s'opposent*.

« Matérialisme pas mort », pourrait-on dire en transformant une formule célèbre : Michel Dobry remet sur ses pieds un monde politique supposé marcher sur la tête, et fait passer au premier plan, non les « idées » ou les « causes » historiques des crises, mais leur *dimension stratégique*, la *dynamique des relations entre protagonistes*.

La conscience de cette dynamique propre aux conflits n'est certes pas un luxe pour des militants se revendiquant, comme nous, d'une transformation radicale : car comment élaborer des stratégies de transformation adéquates, si l'on demeure aveugle au fait que la logique des « crises » et des grandes mobilisations sociales *dépasse* et *déborde* leurs acteurs ? Se battre pour rendre possibles de tels processus c'est aussi se préparer à gérer le mieux possible des dynamiques qui nous échappent pour une large part, de manière à diminuer les risques inhérents à toute grande transformation sociale (notamment l'émergence de nouvelles dominations).

Donner un « sens », c'est jouer un coup

Mais Michel Dobry va plus loin encore, et propose des analyses qui ne sauraient effrayer les libertaires. Peut-être même ces matérialistes que sont les libertaires peuvent-ils seuls assimiler et faire leurs certaines thèses décapantes.

D'une part, le politiste s'élève contre la représentation naïve des mobilisations politiques, souvent décrites comme dirigées depuis un « centre « ou une « autorité » qui activerait à son profit des ressources politiques (manifestations, coups de force, relais médiatiques...). Une telle conception, « centraliste », des mobilisations se révèle inappropriée, car elle ne parvient pas à rendre compte de leur caractère *dispersé*, ni des diverses *stratégies* qui s'y jouent. En effet, c'est pour des « raisons », des « motifs » ou des « intérêts » hétérogènes, fort différents, que tels groupes et individus, animés d'« intérêts différents » et poussés par des « déterminations » diverses, *se saisissent de mobilisations qui ont été lancées par d'autres*. Ils les investissent alors d'*autres significations*, et entrant dans le jeu, ils leur donnent d'*autres trajectoires historiques* : le « déroulement » et l'« avenir » des mobilisations s'en trouvent modifiés.

La conscience d'une telle « dispersion » peut et doit jouer un rôle déterminant dans nos *pratiques* et dans l'élaboration de nos choix stratégiques. Elle nous incite, en effet, à examiner lucidement le « jeu » de nos adversaires comme de nos éventuels alliés, et à ne pas nous laisser surprendre par leur activité tactique : il est, par exemple, bien vain d'interpréter leurs stratégies en terme de « trahisons », de « reniement » ou de « récupération », et de recourir *après coup* au moralisme le plus creux, là où une analyse lucide aurait permis d'*anticiper* les lignes stratégiques possibles et les « coups » jouables pour chaque acteur. Faire cet effort de compréhension, c'est se donner des chances de peser dans le sens d'une radicalisation et d'une autogestion réelle des luttes. C'est se donner des chances de contrer *par avance* les forces qui pèseront pour arrêter la mobilisation, alors que la dénonciation moraliste, purement « réactive », , des « trahisons » et « reniements » n'est qu'un aveu d'impuissance. Parallèlement, la « dispersion » des mobilisations pose le difficile problème d'une *fédération durable et efficace des groupes sociaux en lutte* — question centrale pour les anarchistes, qui, n'ayant jamais cru à l'existence d'un « sujet » historique privilégié (classe ouvrière ou autre), se sont toujours montrés soucieux d'aider à la convergence des luttes de tous les dominés.

Le caractère « dispersé » des mobilisations sociales pose d'autre part la question du « *sens* » *historique* qu'il faut attribuer à tel ou tel épisode révolutionnaire. Or, en abordant ce problème, nous ne nous éloignons pas un instant de nos préoccupations stratégiques. Car des militants désireux d'agir lucidement ne peuvent l'ignorer : il n'y a *aucun sens* à attribuer un « sens » à tel épisode ou tel autre. Ils n'en ont pas plus que ce qu'on nomme l'« histoire ». Seules les routines intellectuelles des historiens et des journalistes, seule l'exigence académique, et bien artificielle, d'une « présentation synthétique de l'événement » peuvent donner du crédit à cette attribution de sens. Mais Michel Dobry va plus loin, et, en bons matérialistes, nous ne pouvons que le suivre : non seulement le « sens » d'une mobilisation sociale ou d'une crise n'apparaît pas « essentiel » ou « premier » par rapport aux stratégies des acteurs, mais *il s'avère lui-même le produit et l'enjeu de ces stratégies adverses*. En effet, l'acteur qui parviendra à imposer un « sens » à telle ou telle mobilisation, en contrôlera les fruits. Et l'« *imposition de sens* », dans les affrontements ou les « jeux » auxquels donnent lieu les « crises », n'est en réalité qu'une *variante particulière de coups* — ou, plus souvent, la *résultante d'un échange de coups* (car un protagoniste est rarement assez puissant pour imposer une définition parfaitement et unilatérale de la mobilisation).

Nous savions déjà, grâce à Pierre Bourdieu, que nos goûts les plus apparemment personnels, les catégories que nous employons quotidiennement, et bien sûr nos engagements politiques, n'étaient pas les conséquences d'une divine « liberté » subjective, mais le produit de nos trajectoires, de nos expériences, de notre position dans tel ou tel champ social. Déjà, le déterminisme fin récusait à la fois le mécanisme de la vulgate marxiste et l'idéalisme des penseurs libéraux. Nos savons à présent, avec Michel Dobry, que nosstratégies et nos choix tactiques ne dépendent pas directement d'un « sens » politique préexistant, mais que le « sens » même de notre action — à l'idée duquel nous sommes si viscéralement attachés — est le produit des logiques de confrontation où nous sommes pris et engagés. A nous d'en tirer lucidement toutes les conclusions stratégiques qui s'imposent.

(fin de la première partie)

(1) *Sociologie des crises politiques*, Michel Dobry, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 304 pages. Prix 190 F.

le monde libertaire

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.

Tarif

		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	❑ 35 F	❑ 70 F	❑ 60 F
3 mois	13 n°	❑ 95 F	❑ 170 F	❑ 140 F
6 mois	25 n°	❑ 170 F	❑ 310 F	❑ 250 F
1 an	45 n°	❑ 290 F	❑ 530 F	❑ 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
Code postal .....Ville .....
Pays .....
A partir du n° .....(inclus).
Abonnement de soutien ❑
Chèque postal ❑ Chèque bancaire ❑ Autre ❑

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Gaspard-Monge,
55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers
Dépôt légal 44 145 — 1er trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Programme des cours sur l'anarchisme

le mardi 22 janvier,
— autour du pouvoir (les anarchistes et l'autorité) ;

le mardi 29 janvier,

— l'antimilitarisme anarchiste...

à 20 h 30, au local du groupe Louise-Michel, 10, rue Robert-Planquette (M° Blanche), 75018 Paris.

MANIFESTATIONS DU 12 JANVIER

Echos de province et de l'étranger

FRANCE encore, après le compte-rendu de la une, résumant la situation sur Paris. Dans le Sud-Ouest : des milliers de personnes ont manifesté leur opposition à la guerre, à l'appel de nombreuses organisations dont l'Union régionale de la Fédération anarchiste. La FA était présente à Auch, Bordeaux (plus de 10 000 manifestants, dont 300 libertaires), à Perpignan (près de 6 000, dont environ 300 derrière la banderole anarchiste). A Toulouse, plus de 10 000 personnes ont crié « *Non à la guerre !* », sous une pluie battante. Environ 500 manifestants composaient un cortège libertaire où l'on reconnaissait entre autres la banderole FA. Ce cortège a prolongé la manifestation en scandant des slogans antimilitaristes.

Ailleurs, à Lille, tout d'abord, on dénombrait 15 000 manifestants. Les libertaires se répartissaient entre la Fédération anarchiste, le syndicat CNT et les antifascistes du SCALP.

A Lyon, 10 000 personnes ont défilé, ainsi qu'à Marseille. A Rouen, les chiffres oscillent entre 12 000 et 18 000, dont 200 personnes dans les rangs de la FA.

Pour la province, nous ne manquerons pas de vous donner d'autres chiffres, dans la mesure où, nous l'espérons, d'autres comptes-rendus nous seront parvenus.

A L'étranger

A l'étranger, aussi, la mobilisation contre la guerre a été importante. En Allemagne les chiffres varient, selon les sources de 200 000 à 600 000 manifestants pour tout le pays. A Berlin, par exemple on n'avait jamais vu une telle manifestation depuis une bonne vingtaine d'années. Les médias parlent de 80 000 à 110 000 personnes.

A Bonn, les Verts ont diffusé des tracts incitant les soldats « *à désobéir à l'ordre anticonstitutionnel de rejoindre le Golfe* ».

C'est un bel exemple de vivacité pour une gauche et une extrême gauche allemandes que l'on disait déconfites, après la réunification. Les communistes « rénovateurs » du PDS ont su jouer, là, une carte maîtresse.

A Rome, la manifestation a rassemblé 100 000 personnes. Ils étaient 40 000 à Bruxelles et 10 000 à Genève.

Aux Etats-Unis, où le courant pacifiste est puissant, nombreux ont été les manifestants. A Los Angeles, San Francisco, Portland, Tallahassee, Philadelphie, New York... les rues résonnaient des slogans lancés par le Comité américain pour la paix, qui regroupe pêle-mêle des militants de gauche, des Eglises, des féministes, des anciens du Viêt Nam, des militants noirs — exhortant les GI's noirs à revenir au pays combattre le Ku Klux Klan. A Washington, l'accès au Congrès fut bloqué par la foule.

Force est de constater que la mobilisation n'a pas été égale partout. En Grande-Bretagne, où le courant belliciste semble, pour l'heure, dominer, les pacifistes n'étaient que 40 000 à défiler dans le Grand Londres. Les Falkland ont toujours leurs héros ! Qu'en sera-t-il demain ? Au Pays-Bas, bien que nous n'ayons pas de chiffres à livrer, on sait (en raison d'un sondage) que, curieusement, les si paisibles Bataves semblent en pincer pour la guerre. Dommage, que la sagesse des Belges, eux opposés massivement au conflit, ne les ait point aussi largement gagnés !

Alain Dervin

Dernière minute

Les organisateurs de la manifestation parisienne du 12 janvier se sont rencontrés, mardi dernier, pour discuter des modalités d'actions à venir, en cas de conflit.

Dans le cadre de cette rencontre, les libertaires ont proposé que soit lancé un mot d'ordre de grève générale, seul moyen de faire céder les va-t-en-guerre.

MICHEL VAUJOUR

Isolement : une victoire très partielle

Michel Vaujour, incarcéré à l'isolement total depuis quatre ans, a interrompu la grève de la faim qu'il poursuivait depuis le 15 décembre, après satisfaction partielle de ses revendications : transféré à Bois-d'Arcy, il est toujours à l'isolement pour une phase d'« observation » d'un mois. L'administration lui a accordé une douche par jour et l'accès aux activités sportives, toujours en solitaire. Ainsi, la direction spécifie qu'il est autorisé à jouer au ping-pong... tout seul ! au terme de cette période, il devrait, en principe être autorisé à rencontrer d'autres détenus.

D'autre part, la COPEL-intérieur et la Coordination nationale des prisonniers ont lancé le10 janvier un appel à « *Toute forme d'action pour obtenir l'abolition des quartiers d'isolement* ». Difficile pour l'heure d'évaluer l'impact de cet appel. A l'évidence la lutte contre l'isolement carcéral entre dans une nouvelle phase : longtemps ignoré, puis nié par la Chancellerie, l'isolement est aujourd'hui dénoncé par les prisonniers, des avocats, des écrivains, des médecins. Le ministère de la Justice pourra-t-il maintenir indefiniement la « prison » dans la prison et continuer à y expédier pour des séjours de plus en plus longs ceux qu'il considère comme des meneurs. L'isolement est aujourd'hui le pire moyen de rétorsion pour neutraliser ceux qui s'insurgent contre le non droit, la non vie, l'arbitraire, l'imbécilité meurtrière de la prison. Depuis les premières mutineries de 1985, la Chancellerie ignore les revendications contre les QI, le mitard et le prétoire, pour les parloirs intimes, les remises de peines systématiques, le SMIC pour les travailleurs en prison et l'amnistie des mutins. Il n'est pas certain qu'elle puisse continuer, en 1991, à éluder les revendications et à y répondre par la seule répression.

Pascale Choisy

GOLFE

Les syndicats face à la crise

Même la guerre ne fait pas l'unanimité dans le Landernau syndical. Et l'on retrouve, à cette occasion, les mêmes clivages, mais avec quelques nuances.

La CGT, bien sûr, n'a pas hésité à appeler aux manifestations du 12 janvier, arguant : « qu'il faut tout faire pour stopper l'escalade vers la guerre... et imposer la paix » ; suivie par le SUD-PTT et le CRC-Santé on a vu leurs militants assez bien représentés dans les cortèges.

Du côté de la CFDT, il n'en a pas été de même. La commission exécutive confédérale a refusé d'appeler aux manifestations et a menacé de sanctions la fédération CFDT des Transports, qui, elle, appelait. Ce fut l'occasion, à Paris, d'apercevoir quelques banderoles CFDT où l'on retrouvait la-dite fédération CFDT, mais aussi le SGEN-CFDT 93, « Travail-emploi » de Paris et quelques autres. Les lendemains de manifs vont être difficiles pour ces camarades cédétistes : Kaspar va gronder.

Par contre FO était complètement absente. En effet, Blondel et Pitous ne voulaient pas en rajouter sur leur division. Et on ne peut en même temps appeler à manifester contre la guerre et organiser massivement les salariés de l'industrie militaire. Force ouvrière a donc préféré produire un communiqué commun avec le syndicat israélien Histadrouth.

Pour les paysans, seule la Confédération paysanne sans être vraiment présente dans les manifs a rappelé son refus : « *il ne faut pas de guerre avec le Sud ni au GATT ni dans le Golfe* ».

Restait, seule organisation à poser clairement les enjeux, la CNT : « *Pour agir vraiment... grève générale !* ».

A.D.

Le groupe Région-toulonnaise de la FA a édité le bandeau ci-dessous. Prix : 0,40 F l'unité et 0,25 F (port compris) au dessus de 100 exemplaires. Chèques à libeller à l'ordre de Bruno Nappi. Disponible au CECL, immeuble Lamer, rue Montébello, 83000 Toulon.

ni dieu ni maître

LISEZ **le libertaire** MONDE

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
145, RUE AMELOT - 75011 PARIS - ✆ 48 05 34 08

EN BREF

COMITE DES NON RECENSES SOLIDAIRES

Suite au refus ferme de répondre aux questionnaires du dernier recensement, la mairie de Clermont-Ferrand entame des poursuites contre les réfractaires, ce qui semble une première dans les annales des recensements.
L'un d'entre nous est convoqué au tribunal de police, le 24 janvier 1991. D'autres convocations pourraient suivre.
Aussi, nous appelons tous les réfractaires au recensement poursuivis ou non, à nous contacter rapidement, de façon à harmoniser et compléter notre mode de défense. Pour cela, écrivez au Comité des non recensés solidaires (CNRS) : c/o ATENEO, 8, rue de l'Ange, 63000 Clermont-Ferrand.

PRESSE PACIFISTE

Le n° 1 d'*Urgences pacifistes* vient de paraître. C'est un numéro spécial « Conflit du Golfe ». On y trouve les signatures de Denis Langlois, Michel Auvray, Joël Tanaff, Michel Bailly, Laurent-Nicolas Tammam... Prix : 15 F. La revue *Urgences pacifistes* est éditée par l'association « Première ligne production », 20, rue Manin, 75019 Paris. Cette revue est, par ailleurs, en vente à la librairie du Monde Libertaire.

LES PACIFISTES S'ORGANISENT

Groupe de résistance et d'opposition à la guerre

Voici le texte fondateur du Groupe de Résistance et d'Opposition à la Guerre (GROG).
Ce collectif est né à Nantes à la suite de la rencontre de plusieurs militants libertaires de l'UTCL, de l'OCL et de la FA (groupe Milly-Witkop). Il réunit de nombreux individus, notamment d'anciens insoumis et des objecteurs de conscience.

UN collectif d'individus s'est créé sur Nantes afin de mettre en commun leurs moyens pour dénoncer et s'opposer à la guerre dans le Golfe persique. En cette fin d'année 1990, époque de création du collectif, nous sommes confrontés à une menace, pemanente et croissante, de guerre dans le Golfe entre d'une part, l'Irak, basé au Koweit, et, d'autre, part les Etats-Unis et leurs alliés (anglais, francais, saoudiens), basés en Arabie Saoudite.

1) Ils sont tous fauteurs de guerre.

Les chances de réglement pacifique et négocié de ce conflit s'amenuisant de jour en jour, le collectif dénonce les responsabilités de chacun des belligérants dans cet état de fait :

— l'Irak, dictature barbare n'ayant pas hésité à gazer la minorité kurde en 1988, qui pratique couramnent la torture de ses opposants politiques et qui n'a pas hésité à envahir le Koweit en août 1990 de façon brutale et à prendre en otage des milliers d'étrangers ;

— le Koweit, émirat prospère grâce au pétrole et au travail/esclavage d'immigrés asiatiques, palestiniens et égyptiens, dont le travail a permis la fortune de quelques émirs, qui n'ont pas hésité à dissoudre le parlement en 1986 quand celui-ci leur est devenu hostile ;

— l'Arabie Saoudite, qui a appelé les troupes alliées pour la défendre, monarchie absolue, intégriste et féodale, où la dynastie, régnant sans partage, interdit toute forme de regroupement politique ou syndical et soumet les femmes;

— les Etats-Unis, suivis par leurs alliés, va-t-en-guerre depuis août, ayant empêché par leur jeu d'alliances le débouché d'une solution négociée par les pays arabes entre eux et ayant imposé, par l'intermédiaire de l'ONU, l'envoi des troupes sur place ;

— l'Angleterre, ancienne grande puissance colonisatrice de la région, responsable du découpage des frontières entre l'Irak et le Koweit, aujourd'hui va-t-en-guerre face à une situation qu'elle a contribué à créer ;

— la France, grosse pourvoyeuse d'armes a l'Irak (commel'URSS) avant, pendant et après la guerre contre l'Iran, qui remet ça en direction de l'Arabie Saoudite, qui participe à la présence des troupes sur place tout en discourant sur la paix, le dialogue Nord/Sud et les droits de l'homme dans le monde.

2) La logique du droit international au service des intérêts des grandes puissances. Le collectif n'a de cesse de rappeler que les vrais motifs du conflit sont le contrôle des richesses de la région et, au-delà, la transformation de l'ordre mondial au profit des Etat-Unis à la suite de l'arrêt de la guerre froide et de l'effondrement du bloc de l'Est. Ni le différend frontalier de l'Irak, ni la défense d'un soi-disant « droit international », ne peuvent justifier une telle guerre. Le collectif dénonce le fait qu'il y ait deux poids deux mesures : aucune action concrète de l'ONU lors du massacre des Kurdes ou de l'occupation de territoires par Israël, mais une action militaire immédiate lorsque les intérêts économiques des pays du Nord sont en jeu. L'ONU représente de fait les intérêts des pays riches, anciens colonisateurs, responsables du tracé des frontières sans se soucier des peuples déjà existants et amenant de nombreuses tensions dans ces pays encore aujourd'hui, responsables également de la mise en place de gouvernements fantoches, garants de la continuité de l'exploitation économique de ces pays par leurs anciens colonisateurs ; cet état de fait étant renforcé par le poids du Conseil de sécurité, club très fermé des cinq plus grandes puissances (Etat-Unis, France, Grande-Bretagne, URSS, Chine) qui pèse d'un poids décisif sur toutes les décisions de l'ONU.

Face à cette situation, le collectif se déclare :

- contre le massacre inutile de millions d'hommes, de femmes et d'enfants ;
- contre la logique de guerre et ses "conséquences" : baisse salariale, suppression d'emplois, etc... qui ne sont que le fruit de la gestion libérale de l'économie ;
- contre le nouvel ordre économique mondial qui, depuis l'effondrement du bloc de l'Est, veut perpétuer la soumission du Sud aux exigences économiques du Nord ;
- pour le retrait de toutes les troupes de la région ;
- pour un réglement négocié de l'ensemble des problèmes du Proche et Moyen-Orient par la consultation des peuples concernés (Kurdes, Palestiniens...) ;
- pour l'arrêt des ventes d'armes et la reconversion des industries d'armement vers des productions utiles aux populations et non plus aux Etats.

En cas de guerre, le collectif soutiendra toute personne qui sera amenée à déserter et tout acte d'insoumission civile et militaire.

GROG

(texte communiqué par le groupe Milly-Witkop de Nantes)

CONTRACEPTION ET AVORTEMENT

Les anarchistes et l'avortement au début du siècle

Voici le 10e volet de notre longue contribution fédérale à propos de la contraception et de l'avortement. Poursuivant sur la voie du néo-malthusianisme, inaugurée la semaine dernière par Francis Ronsin, Nathalie Brémand nous expose le travail accompli par Paul Robin et les oppositions rencontrées.

La question de l'avortement est liée à celles, plus larges, de la libre maternité et du féminisme ; questions qui ont été abordées au sein du mouvement libertaire, au tournant du siècle, par le biais du néo-malthusianisme. Les néo-malthusiens, en effet, défendaient, dans le cadre d'une politique de restriction des naissances visant à l'amélioration des conditions de vie des classes laborieuses, le droit des femmes à disposer de leurs corps et à choisir le nombre d'enfants désirés. Paul Robin, militant anarchiste, en fut le précurseur en France et un des principaux animateurs du mouvement. En 1896, il fonde la Ligue de la Régénération humaine et fait paraître un journal, *Régénération*, qui en sera l'âme jusqu'en 1908, date à laquelle cette publication devient *Génération consciente*. A cette époque, de nombreux militants déjà ont rejoint le mouvement néo-malthusien, qui a désormais une audience incontestable (1).

Un combat acharné, qui ne fait pas l'unanimité

Paul Robin et ses compagnons durent fournir une lutte acharnée pour se faire entendre face aux différentes expressions des courants « repopulateurs ». Cela n'empêchera pas cependant le mouvement révolutionnaire et syndical dans son ensemble de se rallier progressivement aux idées néo-malthusiennes. Mais quelques tendances ou individus influents restent pourtant hostiles à cette doctrine.

Chez les socialistes, par exemple, Robin n'aura de cesse de se heurter à Paul Lafargue ou au Parti ouvrier de Jules Guesde. « *Nous ne voulons pas un prolétariat plus heureux,... nous voulons la suppression du prolétariat* » (2), répondent-ils.

Au sein du mouvement anarchiste, Robin s'affronte également à quelques irréductibles. Si *le Libertaire*, quoique peu favorable à l'idée néo-malthusienne, ouvre ses colonnes aux militants, surtout après le ralliement de Sébastien Faure en 1903, *les Temps Nouveaux* y font une opposition systématique.

Pour Elisée Reclus, le néo-malthusianisme est « *une grande mystification* ». Jean Grave, lui, affirme : « *C'est la doctrine la plus réactionnaire que je connaisse* ». Pierre Kropotkine surtout livre bataille à Robin : « *Tu entraves la révolution* », lui dit-il (3).

On a souvent voulu voir dans ce refus catégorique une manifestation de moralisme et de pruderie de la part de ces militants. Se pose pourtant bien au-delà un problème théorique d'importance : un des postulats du communisme défendu par Reclus et Kropotkine est celui de l'abondance des richesses, censée pouvoir être facilement obtenue, et devant permettre la « prise au tas », c'est-à-dire la possibilité de la part de chacun d'avoir accès aux richesses sociales, en fonction de ses besoins. La loi de Malthus, en contestant cette vision optimiste, sapait en réalité le fondement même des conceptions communistes anarchistes telles qu'elles s'étaient affirmées dès la fin des années 1870. On comprend ainsi combien l'incompatibilité pouvait être grande entre ces deux courants.

Les conceptions néo-malthusiennes auront tendance, avec le temps, à être utilisées comme un argument unique de l'explication de la misère et se prêtent alors à une autre critique de la part des anarchistes. A la mort de Paul Robin, André Girard écrira ainsi non sans raison : « *Son erreur fut de vouloir donner à cette théorie purement régénératrice une extension telle qu'elle y voyait la solution principale de la question sociale au point de vue économique.* » (4)

Le problème de l'avortement est finalement très peu abordé à cette époque par les libertaires. Est-ce à cause de l'ampleur de la répression, régie par l'article 317 du code pénal, qui considère l'avortement comme un crime ? Ou bien les libertaires, imprégnés des mentalités de l'époque, ne sont-ils pas prêts à aborder ce genre de problème ? Cette question est pourtant omniprésente dans la presse de l'époque, dont les faits divers abondent en faiseuses d'anges, et dans les romans à thèses sur ce sujet, qui se multiplient à la fin du XIXe siècle.

— Vous étiez seule pour le tuer.
— Nous étions deux pour le faire.
Dessin de Jossot

Le refus de prendre position

Paul Robin lui-même ne se livra à aucune propagande publique sur l'avortement. Mais sa position est claire : « *l'anéantissement d'un germe qui végète au sein de l'utérus est préférable à la naissance d'un humain condamné à une vie précaire.* » D'après son biographe et compagnon de lutte Gabriel Giroud, Robin considérait que l'abrogation de l'article 317 s'imposait, mais également l'organisation de l'avortement « *jusqu'à ce que les moyens de préservation anticonceptionnelle aient atteint la perfection.* » (5)

Les anarchistes n'iront en général pas jusque-là. Si certains conçoivent l'avortement presque comme une méthode contraceptive, la plupart le déconseille absolument et déplore les conditions catastrophiques dans lesquelles sont pratiquées ces opérations, ainsi que les dangers extrêmes courus par les femmes à cette occasion. Il ne faut pas se cacher toutefois qu'en mettant en avant les problèmes médicaux engendrés par l'avortement, les anarchistes d'une certaine façon se refusent à prendre directement position sur la véritable question, qui est celle du droit à l'individu, et en l'occurence la femme, à disposer de son corps. « *Si l'amour n'était pas considéré comme une faute ; si, quelle que fut l'origine de sa grossesse, toute femme grosse était assurée de rencontrer partout assistance et respect, elle ne songerait guère à détruire son enfant* » affirme ainsi Jean Marestan dans dans *L'Education sexuelle* (1910). A la limite donc, le problème de l'avortement ne se poserait pas dans une société anarchiste. Et on évite encore de prendre position en renvoyant la question à un problème d'éthique libertaire. Ainsi le fera quelques années plus tard *L'Encyclopédie anarchiste* : « *L'anarchiste ne se conçoit qu'hygiéniste : il pratique la prophylaxie et non le traitement, la prévention et non la répression ; il ne provoque pas l'avortement parce qu'il n'inflige pas de grossesse inopportune* ». (6)

Pour ces libertaires affirmant que l'avortement doit avant tout être évité, le discours et les revendications purement féministes semblent être secondaires. Cela dit, ici ou là, les voix ne manquent pas — surtout parmi les femmes et chez les militants individualistes — pour s'élever et reconnaître le droit à l'avortement comme une manifestation normale des femmes à disposer de leur corps et une des formes imprescriptibles de l'autonomie individuelle.

Nathalie Brémand

(1) Voir *La Grève des ventres*, de Francis Ronsin et *La Libre maternité* de Roger-Henri Guerrand, en vente à la librairie du Monde Libertaire.
(2) Guerrand p. 58.
(3) Gabriel Giroud, *Paul Robin*, 1937. P. 202.
(4) *Les Temps Nouveaux*, 14 septembre 1912.
(5) Giroud, p. 130.
(6) Dr. Elosu. Article sur l'avortement, *Encyclopédie anarchiste*, 1934. P. 207.

La loi du 31 juillet 1920

Art. 1. — Sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de cent francs à trois mille francs quiconque ; soit par des discours proférés dans des lieux ou réunions publics ; soit par la vente, la mise en vente ou l'offre, même non publique, ou par l'exposition, l'affichage ou la distribution à domicile, la remise sous bande ou sous enveloppe fermée ou non fermée, à la poste ou à tout agent de distribution ou de transport, de livres, d'écrits, d'imprimés, d'annonces, d'affiches, dessins, images et emblèmes ; soit par la publicité de cabinets médicaux ou soi-disant médicaux, aura provoqué au crime d'avortement, alors même que cette provocation n'aura pas été suivie d'effet.

Art. 2. — Sera puni des mêmes peines quiconque aura vendu, mis en vente ou fait vendre, distribué ou fait distribuer, de quelque manière que se soit, des remèdes, substances, instruments ou objets quelconques, sachant qu'ils étaient destinés à commettre le crime d'avortement, lors même que ces remèdes, substances, instruments ou objets quelconques proposés comme moyens d'avortement efficaces seraient, en réalité, inaptes à les réaliser.

Art. 3. — Sera puni d'un à six mois de prison et d'une amende de cent francs à cinq mille francs quiconque, dans le but de propagande anticonceptionnelle, aura, par l'un des moyens spécifiés aux articles 1 et 2, décrit ou divulgué, ou offert de révéler des procédés propres à prévenir la grossesse, ou encore faciliter l'usage de ces procédés.

Les mêmes peines sont applicables à quiconque, par l'un des moyens énoncés à l'article 23 de la loi du 29 juillet 1881, se sera livré à une propagande anticonceptionnelle ou contre la natalité .

Art. 4. — Seront punis des mêmes peines les infractions aux articles 32 et 36 de la loi du 21 germinal an XI, lorsque les remèdes secrets sont désignés par les étiquettes, les annonces ou tout autre moyen, comme jouissant des vertus spécifiques préventives de la grossesse, alors même que l'indication de ces vertus ne serait que mensongère.

Art. 5. — Lorsque l'avortement aura été consommé à la suite des manœuvres ou des pratiques prévues à l'article 2, les dispositions de l'article 317 du Code pénal seront appliquées aux auteurs des dites manœuvres et pratiques.

Art. 6. — L'article 463 du Code pénal est applicable aux délits ci-dessus spécifiés.

Art. 7. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies dans les conditions qui seront déterminées par les règlements d'administration publique.

Texte de loi (1920)

Femmes, sœurs bien-aimées !

Si vous jugez que votre santé, votre situation matérielle ou les circonstances ne vous permettent pas, actuellement, ou ne vous permettent plus d'avoir un enfant dans de bonnes conditions de naissance, de lui donner les soins de toute nature et l'éducation attentive dont il aurait besoin, vous avez le droit et le devoir de vous abstenir d'être mères.

Si vous avez déjà des enfants, vous pourrez mieux les nourrir et les élever qu'en ajoutant imprudemment à leur nombre.

Si vous n'en avez pas encore, choisissez sagement le temps où vous et votre conjoint, vous vous trouverez dans des conditions favorables de santé, de bien-être, de sécurité.

Cela dépend de vous, vous êtes absolument maîtresses de votre destinée. Il ne faut pas que vous ignoriez, ni vous ni vos compagnes de souffrance, que la science vous a émancipées de l'évouvantable fatalité d'être mères contre votre volonté.

Paul Robin (1896)

MEETING - DEBAT
EN FAVEUR DE LA CONTRACEPTION ET DE L'AVORTEMENT

Dans le cadre de la campagne fédérale, décidée au congrès de Villeurbanne (1990), des groupes FA de la région parisienne organisent un meeting-débat, le vendredi 25 janvier, à 20 h 30, à l'AGECA, (177, rue de Charonne, 75011 Paris) sur le thème : « "On vous l'a déjà dit... on veut choisir"/Avortement, contraception : un droit ».

CORSE

Un utile tour d'horizon

« Indépendance sans fédéralisme ; le prétexte de liberté ne sert plus alors qu'à créer de nouvelles patries, de nouvelles frontières, de nouveaux nationalismes ».

Maurice Fayolle

QUE se passe-t-il donc en Corse ? Une fois de plus, l'Ile de Beauté s'est retrouvée il y a peu de temps à la une de l'actualité. La situation sur place est de moins en moins claire et il faut faire preuve de courage pour essayer de comprendre quelque chose. Cette propulsion sur la scène médiatique est due aujourd'hui aux meurtres du président de la Chambre régionale d'agriculture, M. Tirroloni et de deux maires MM. Grossetti et Mariani. mais ces actes sont à englober dans la série des nombreux assassinats perpétrés tout au long de l'année 1990, dont les motifs sont très variables. C'est en quelque sorte la goutte d'eau qui fait déborder le vase.

Quant les événements se bousculent, l'amalgame est aisé. Personne ne s'en prive d'ailleurs, ni la classe politique ni les médias.

Car les hommes politiques, notamment locaux, ont tout à gagner en mélangeant et simplifiant les problèmes. Quelle a été, en effet, leur réaction après l'assassinat de Mariani ? Ils ont sauté sur l'occasion pour supplier le gouvernement de restaurer l'« autorité de l'Etat » dans l'île. On a même parlé d'état d'urgence. En clair, cela revient à dire : « *Accentuez la répression, augmentez encore le nombre des forces de l'ordre.* » (alors qu'il y a déjà deux fois plus de flics par habitant qu'en France). On sait pourtant, par expérience, que cette stratégie n'a jamais fait qu'accélérer l'escalade de la violence. De plus, cette répression ne viserait, comme elle le fait déjà, qu'à renforcer le combat contre la mouvance nationaliste. C'est l'union sacrée, le front antinationaliste dans toute sa splendeur, qui se dévoile une fois de plus sous nos yeux. Car en Corse, qu'on se le dise, les choses ne se passent pas comme sur le continent. Le clivage gauche-droite n'existe pas. La lutte politique se situe à un autre niveau. D'un côté, il y a la classe politique et de l'autre les nationalistes. Sans tomber dans un manichéisme naïf, on peut dire que les uns tentent de préserver leurs privilèges en tant qu'hommes du pouvoir et leurs intérêts véreux et les autres espèrent les chasser d'un trône qu'ils ont conquis, il y a des décennies. Plus pourrie encore que leurs homologues nationaux, la classe politique corse s'est partagée l'île en deux. Une partie pour la gauche, une partie pour la droite. Il s'agit véritablement d'un pacte de non-agression. On comprend bien que ces gens là recherchent le maintien de l'ordre, de leurs pouvoirs et privilèges et surtout leur mainmise complète sur l'île. Rien ne doit donc changer.

Les divers échos du mouvement nationaliste

Mais d'autre part, la solution passe-t-elle par la prise de pouvoir des nationalistes ? Et avant est-ce leur objectif ?

Assurément, c'est le but des organisations légales telles que le MPA, l'Union du Peuple corse, la Cuncolta, ou l'ANC (voir encart). Mais une fois au pouvoir que va-t-il se passer ? Ne vont-ils pas se laisser pervertir par le pouvoir lui-même ? N'est-ce pas d'ailleurs une absurdité que de vouloir prendre le pouvoir au nom d'un peuple ou de quelque autre chose ? C'est un objectif au contraire bien limité qui ne peut que frustrer une fois de plus le peuple de son propre destin en créant une nouvelle bourgeoisie. C'est le peuple qui doit agir pour lui-même et non pas quelques pseudo-représentants, même si au départ ils sont de bonne foi.

Quant au FLNC, son action est différente. En effet, l'organisation clandestine n'a pas comme véritable objectif le pouvoir. Ce qui engendre le fait que ses militants se perdent beaucoup moins en conjonctures politiciennes, mais s'attachent au contraire constamment à avancer dans leurs réflexions, leurs analyses. Leur dernière conférence de presse en est une preuve évidente. « *La révolution faite par quelques uns n'est qu'une prise de pouvoir, un coup d'Etat, la substitution d'une oligarchie à une autre. Seul notre peuple en s'auto-organisant autour du mouvement de libération nationale, pourra faire une révolution légitime, sa révolution , sous sa responsabilité* » (1). Bien qu'étant beaucoup plus bref que le « projet de société », le texte lu au cours de cette conférence va plus loin et les perspectives et analyses présentées sont plus claires. Ils préconisent en premier lieu une rupture radicale, sans concession avec le système capitaliste « *qui a pour valeurs intrinsèques le profit, la concurrence sauvage et l'individualisme moteurs d'une société faite d'inégalités, d'injustices et d'aliénation* » (2). Tout au long de la conférence, on retrouve des expressions telles que « socialisme original », « coopération », « gestion collective », « autodétermination individuelle », « solidarité »... On est bien loin de l'habituelle revendication purement nationaliste et anticolonialiste. Cela dit, je crois que ces positions bien qu'intéressantes devraient trouver un cadre plus élargi que celui de la Corse. Celle-ci ne devrait servir que d'exemple et de tremplin pour une réflexion plus générale concernant notamment le droit pour un peuple, un groupe d'hommes ou un individu de se séparer comme bon lui semble du reste d'une communauté, de devenir autonome. Bien sûr, il ne s'agit pas de l'autonomie comme certains la voient aujourd'hui. C'est-à-dire, si l'on prend par exemple une région, l'autonomie par rapport à son Etat. Il s'agit plutôt d'une autonomie par rapport à une autre région, elle-même autonome, et ainsi de suite. Cela revient à la chose suivante : non seulement le pouvoir central disparaît, mais l'Etat en tant que tel aussi. Cela porte un nom : le fédéralisme libertaire, qui permet de tisser de véritables liens entre des êtres humains, des communautés, tout en préservant leur liberté. On s'aperçoit donc que le projet d'organisation anarchiste ne peut se limiter à l'analyse d'une et unique région, en l'occurrence la Corse.

Avouons, tout de même, qu'il est encourageant de voir des réflexions plus qu'intéressantes se dégager, comme on l'a vu, dans certaines branches nationalistes.

Yves-Laurent
(gr. du 11e arrondissement de Paris)

(1) Extrait de la conférence de presse du 26 novembre 1990, organisée par le FLNC historique.
(3) Idem.

La mouvance nationaliste aujourd'hui

Du côté clandestin : il y a maintenant deux FLNC. La scission a été effective le 26 novembre 1990, date à laquelle une conférence de presse réunissant environ 400 militants a été organisée par l'aile « dure » du FLNC. Naît alors le FLNC dit « historique » d'une part et d'autre part le FLNC dit du « canal habituel ». Alors que cette seconde organisation vient d'annoncer l'arrêt de ses actions militaires, le FLNC historique se veut plus radical dans la lutte et les moyens de lutte contre le colonialisme et le capitalisme. Le FLNC historique a dénoncé la mainmise de quelques dirigeants de l'organisation sur les décisions à prendre et l'absence totale de débat au sein du FLNC. Cela est donc à l'origine de la rupture.

Du côté officiel : on retrouve cette même cassure en deux au sein du mouvement officiel. La Cuncolta a scissionné, donnant naissance au Mouvement pour l'Autodétermination (MPA), proche du FLNC du « canal habituel ». La Cuncolta est maintenant l'aile radicale du mouvement nationaliste légal, proche donc du FLNC historique. Elle a d'ailleurs apporté son soutien à la dernière nuit bleue (série d'attentats perpétrée en une nuit) du 2 janvier 1991 — la première depuis mai 1988.

Une troisième organisation légale existe : il s'agit de l'Accolta Naziuale Corsa (ANC), formée avec les premiers dissidents de A Cuncolta bien avant la cassure évoquée précédement.

Yves-Laurent

A L'ECOUTE DE L'ACCOLTA NAZIUNALI CORSA

Derrière les marinas, un peuple !

Voici la première partie d'une interview de Jean-Dominique, animateur de l'Accolta Naziunali Corsa (Alliance nationale corse, ANC) effectuée par Xavier Merville (gr. Carlo-Cafiero de Paris) pour le compte du *Monde libertaire*.

Le Monde libertaire **:** *L'histoire de la Corse est méconnue, mais elle est fondamentale pour comprendre la période actuelle. Quelques années avant la Révolution française, la Corse a vécu une révolution très avancée.*

JD : La révolution corse a duré de 1729 à 1769 pour libérer la Corse de la tutelle de la république de Gênes et pour consolider constitutionnellement un mode de vie communautaire menacé par la colonisation génoise, qui pendant cinq siècles, avec les colonies de peuplement, a essayé de détruire la société corse, profondément égalitariste, basée autour d'un système économique agro-pastoral. La terre était travaillée en commun par les communautés villageoises.

ML : *Existent-elles encore de nos jours ?*

JD : Actuellement, vu l'état de délabrement de l'intérieur de la Corse, ce système n'existe plus que dans les mentalités. Le littoral était contrôlé militairement par les puissances étrangères. Les Corses se repliaient vers l'intérieur, où il y avait une indépendance de fait. Le système communautaire permettait à chaque Corse de vivre et de jouir du produit de son travail, même si ce n'était pas l'abondance.

ML : *Gênes avait décidé de lever des impôts, de remembrer les terres ?*

JD : Tout à fait. Le détonateur de la révolution a été l'emprisonnement d'un paysan qui ne pouvait payer ses impôts. La révolte locale a fait boule de neige et a débouché sur une véritable révolution.

ML : *Un nouveau système politique a été mis en place ?*

JD : Jusqu'en 1755, la révolution connaît des flux et des reflux avec des offensives gênoises soutenues par l'Autriche puis par la France. Ce petit peuple a réussi à faire face à ces attaques et à faire triompher une conception de la démocratie. Les *consulte* étaient des assemblées composées de délégués élus par villages. Femmes et hommes participaient aux élections. Les *consulte* désignaient des mandataires pour l'exécution des mesures adoptées, avec un contrôle effectif de cette exécution. Cette vieille tradition a été concrétisée dans la constitution révolutionnaire.

L'invasion française de la Corse

ML : *Comment sont arrivés les Français ?*

JD : Les Français cherchaient à être présents en Méditerranée, zone stratégique fondamentale pour les puissances militaires de l'époque. En 1755, la Corse devient indépendante. Les Gênois, en déroute, concluent en 1768 le traité de Versailles avec la France par lequel ils cèdent leurs droits contre de l'argent. Les Corses refusent cette tractation monstrueuse. Le 8 mai 1769, la république corse est écrasée par 35 000 soldats, armée gigantesque pour l'époque, composée de troupes d'élites et de mercenaires. L'armée corse était un ensemble de milices populaires qui élisaient leurs officiers. Avant d'être submergée sous le nombre, elle avait battu l'armée française en 1768.

ML : *Trente-cinq milles militaires français pour contrôler 130 000 habitants !*

JD : L'armée française a eu du mal à maintenir l'ordre par la suite. De 1769 à 1789, la Corse a connu une dictature militaire féroce. La Révolution française a fait naître un grand espoir. Le statut militaire est abandonné, l'amnistie des prisonniers politiques est décrétée, les exilés rentrent. Le problème n'est pas d'être français pour les Corses de l'époque.

A partir de 1791, les relations entre le peuple corse et le gouvernement français s'enveniment, avec la revendication de la restitution des terres communautaires qui avaient été distribuées à des colons français et à des notables corses collaborateurs. Ces terres ont été vendues comme bien nationaux. En 1793, les leaders corses tels Paoli, recherchés par la Convention, qui n'est informée que par les notables corses, sont obligés de choisir le camp anglais.

ML : *Le cheminement de l'information semble toujours être le même aujourd'hui.*

JD : C'est le jeu classique du système claniste. Les relais de l'Etat français en Corse étaient des affairistes, bénéficiaires de la vente des biens nationaux, tels la famille Buonaparte. Paoli refusait de laisser les institutions corses entre leurs mains. Le clanisme est un système de protection d'une communauté à l'origine. Puis, il est devenu une courroie des agresseurs pour contrôler les populations. En Haute-Corse, le clan Giaccobi règne, et en Corse-du-Sud, c'est le clan Rocca-Serra. Ces notables sont reconnus car ils s'inscrivent dans le paysage culturel corse. Par exemple, ils s'adressent en langue corse à la population.

ML : *Ils se présentent comme les meilleurs interlocuteurs et garants des intérêts corses face à l'Etat français.*

JD : Exact. ils distribuent les deniers de l'Etat et permettent l'obtention de pensions, de passe-droits, d'emplois... C'est un système d'assistanat. Aujourd'hui, il se heurte aux mutations que nécessite l'intégration européenne et sera remplacé par le néo-clanisme, lié au capital étranger. On peut se demander dans quelle mesure le projet Joxe ne s'inscrit pas dans ce projet visant à faire entrer la Corse dans le capitalisme international à travers, notamment, le « tout tourisme ».

(suite dans notre prochain numéro)

TURQUIE

La marche des mineurs de Zonguldak

Mehmet Güzel, journaliste et professeur d'université, a bien voulu répondre aux questions du *Monde libertaire* à propos de la longue marche des mineurs turcs, aujourd'hui arrêtée par les forces de l'ordre.
Il en a profité, également, pour nous décrire brièvement la situation économique et sociale d'un pays largement concerné par la crise du Golfe.

Le Monde libertaire : *Quelle est la situation générale, aujourd'hui ?*

Mehmet Güzel : Depuis le coup d'Etat, en septembre 1980 et comme à chaque coup de force, une génération de militants ouvriers, jeunes et étudiants est sacrifiée. Mais à chaque fois la relève s'effectue. Ce sont d'autres ouvriers, femmes et étudiants que l'on retrouve aujourd'hui dans les luttes. Ils et elles restent toujours très politisés.

Ce sont eux qui participaient à la grève générale du 3 janvier dernier, qui a rassemblé 2 200 000 ouvriers, un peu partout, en Turquie. Et ce, malgré l'arsenal législatif en vigueur qui rend toute action difficile et la grève totalement inefficace.

Ce sont eux qui animent la grève des mineurs. C'est pourquoi ces mêmes mineurs ont entrepris cette longue marche illégale de plus de 260 kilomètres, de Zonguldak, au bord de la mer Noire, vers Ankara, la capitale.

ML : *Les difficultés économiques sont-elles toujours aussi importantes ?*

Mehmet Güzel : La politique du gouvernement reste marquée par une forte inflation (plus de 70%, selon l'OCDE). La masse salariale, dans les dépenses des entreprises, a diminué, passant de 35% à 40% en 1980 (du moins dans les entreprises d'Etat) à 15%, aujourd'hui. Ce qui explique ces niveaux de salaires très bas, à peine 700 à 800 francs par mois pour un mineur. Les salaires réels ont d'ailleurs chuté de plus de 50% en dix ans.

ML : *La misère s'est donc développée ces dernières années ?*

Mehmet Güzel : Le système capitaliste turc est encore plus contraignant. C'est une économie plus oppressive de type féodalo-capitaliste. Je m'explique : les mineurs, par exemple, ne sont pas seulement ouvriers, ils sont aussi paysans. Ils travaillent un mois dans les mines... alternativement un mois dans les champs. Mais, comme les salaires sont insuffisants dans les mines et que les terres sont peu fertiles dans la région, ces ouvriers-paysans n'arrivent pas à s'en sortir.

Zonguldak, la cité des mineurs

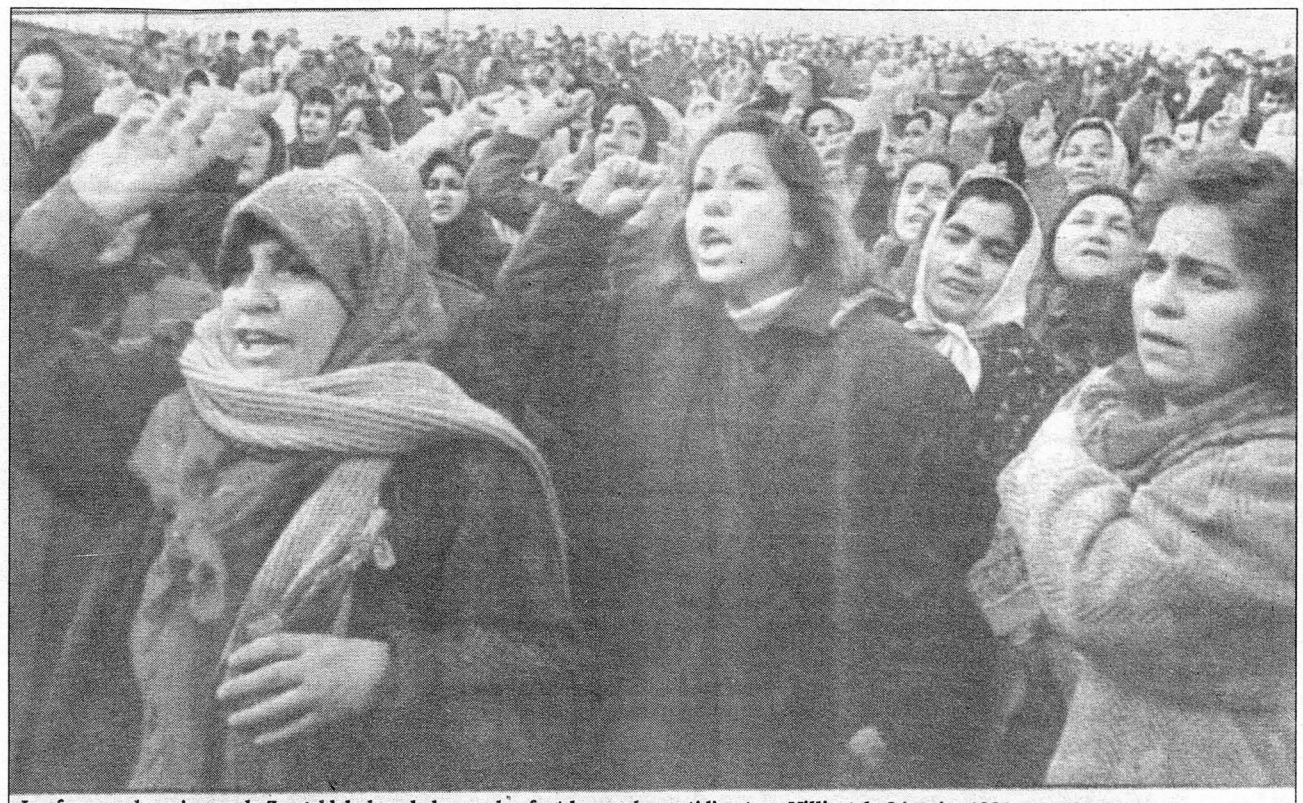
En plus, cette région, proche de la mer Noire, a été volontairement isolée. Il fallait politiquement contenir cette région minière, l'enfermer sur elle-même.

ML : *Quelles sont les particularités de cette grève et les revendications des mineurs ?*

Mehmet Güzel : Pour la première fois, depuis longtemps, mineurs et syndicalistes agissent ensemble.

La deuxième spécificité de cette lutte est que les mineurs se sont organisés et n'ont pas laissé les syndicats agir seuls. Ils ont créé des comités de grève élus.

La troisième spécificité, c'est la participation massive et active des femmes. Elles sont, depuis le début, très dynamiques... en tête des manifestations, par exemple. Elles se retrouvent à égalité en droit et en pratique. Dans une société qui reste très traditionnelle, c'est important ce rôle des ouvrières et des épouses des grévistes.



Les femmes des mineurs de Zonguldak, lors de la marche, font la une du quotidien turc *Milliyet*, le 6 janvier 1991.

Avant d'évoquer les revendications des mineurs, il faut aussi rappeler que le mouvement a gagné d'autres secteurs. A l'exemple de ceux-ci, d'autres grévistes vont organiser, où menacent d'organiser d'autres marches vers la capitale. Ils veulent renouveler la grève générale du 3 janvier, avec 2 millions d'ouvriers en marche sur Ankara. D'ores et déjà aujourd'hui, ce sont 150 000 métallurgistes en grève et l'ensemble des ouvriers des papeteries d'Etat.

Tous mineurs, ouvriers sont en grève pour des augmentations de salaires, mais pas uniquement.

En vingt ans, il y a eu 1100 morts dans les mines... 200 000 blessés. Cela fait plus d'un mort par semaine. C'est pour cela aussi que les mineurs agissent aujourd'hui.

Il ne faut pas négliger pour autant la dimension politique des revendications, ainsi les mineurs ont exigé de pouvoir décider de leur avenir. Dans la crise du Golfe, par exemple, ils ont revendiqué « *des droits et non pas la guerre !* ». Deux-cent milles soldats sont, en effet, cantonnés sur la frontière irako-turque.

ML : *Justement, comment réagi la population turque par rapport au conflit du Golfe ?*

Mehmet Güzel : Il y a eu un sondage récent qui révèlent que près de 70% de la population était contre une intervention turque dans un éventuel conflit. Et malgré les démissions successives du ministre de la Défense, du chef d'état-major des armées et du ministre des Affaires étrangères le président actuel Turgut Ozal reste un soutien ferme au président américain.

Il est à peu près certain que Turgut Ozal sera déconsidéré aux prochaines élections législatives.

Malheureusement, au Proche-Orient, les régimes restent très autoritaires. Il serait bon qu'eux aussi disparaissent. Et qu'on en finissent, une bonne fois pour toute, avec les dictatures de la région.

Propos recueillis par la « Chronique syndicale », pour le compte du *Monde libertaire*

BANGLADESH

L'armée capitule devant le peuple

Le Bangladesh est connu en France surtout pour les inondations terribles qui le ravagent et pour les famines à répétition. Si cette image est en partie vraie, celle-ci tend à figer la réalité d'une vie politique agitée et à masquer la violence de l'armée, qui détient le record du nombre de coups d'Etat en Asie depuis l'indépendance du pays. impressionnant est le courage du peuple bengali, qui semble agir comme s'il avait décrété que la dictature militaire n'avait jamais existé. Pendant toute la dernière décennie, grèves, manifestations, meetings ont été réprimés sauvagement par l'armée, la police et les sbires du Jatya Party (Parti national) au pouvoir. Mais cycliquement, après une vague de répression, pensant s'être affirmé et cherchant un crédit international, la dictature militaire de Hossain Mohammed Ershad octroyait une ouverture dans laquelle s'engouffrait le peuple affamé. En décembre dernier, le tyran a été chassé, malgré le rétablissement de l'état d'urgence, le 27 octobre 1990 et des massacres de manifestants survenus alors.

Une dictature terrifiante

Ershad s'est emparé de l'Etat, le 24 mars 1982, alors qu'il était commandant en chef de l'armée. Il a alors soumis le pays à une vague de terreur sans nom, occasionnant la fuite de milliers de réfugiés vers l'Inde. Il a cherché à légitimer son pouvoir par des élections et des plébiscites. Le 14 novembre 1982, il autorise les organisations politiques et syndicales. Devant l'ampleur des réactions populaires contre lui, il rétablit la terreur dès le 28 novembre et s'autoproclame chef de l'Etat et du gouvernement. Le 21 mars 1985, il se fait plébisciter en obtenant 94,14% de suffrages.

Se pensant assuré du soutien populaire, il relâche son étreinte mortelle en vue des élections qu'il organise en 1986. Son parti, le Jatya, obtient alors 83% des voix. mais le taux d'abstention dépasse, lui, 95% ! La campagne d'opposition est violemment réprimée. L'état d'urgence, la censure de la presse et l'interdiction des activités politiques sont rétablis le 27 novembre 1987. De nouvelles élections truquées sont organisée le 3 mars 1988, sous la terreur. De nouveau rassuré, le régime lève l'état d'urgence le 12 avril 1988, ce qui déclenche aussitôt une grève générale ! Pour se débarrasser définitivement de son opposition, le général Ershad essaie alors d'utiliser les sentiments religieux. Il cherche à convertir de force à l'islam les tribus des monts de Chittagong, qui sont bouddhistes, chrétiennes et animistes. Cela entraînera une rébellion armée et un exode vers l'Inde. Cette politique est néanmoins concrétisée juridiquement, le 7 juin 1988, par la proclamation de l'islam : « religion d'Etat ». Cependant, dans ce pays de 108 millions d'habitants, dont 80% sont des ruraux, et avec une densité de 748 habitants au Km2, l'incapacité des militaires à résoudre les questions économiques et sociales n'a pu être compensée par ses déclaration religieuses. Reste donc à l'Etat la solution de renforcer la principale ressource du pays : le trafic d'esclaves ! Il représente, en effet, 750 millions de dollars et est organisé de façon à satisfaire les émirs du Golfe et les patrons européens d'ateliers clandestins.

Xavier Merville (gr. Carlo-Cafiero)

Les querelles des partis bangalis

On recense 80 partis au Bangladesh. Deux organisations dominent néanmoins la scène politique. Il s'agit de la Awani League (AL) et du Bangladesh Nationalist Party (BNP).

Dans les années 70, la Awani League est déjà bien implantée. Ce parti gagne les élections de mars 1973, avec 73 % des voix. Il évoluera dès lors vers le pouvoir absolu et son leader Mujibur Rahman impose le système du parti unique. Mujibur Rahman sera assassiné le 15 août 1975 par des officiers islamistes. Hosina Wajed, sa fille, dirige depuis la Awani League.

Le Bangladesh Nationalist Party est né à la faveur d'un coup d'Etat, en août 1975, survenu après la mort de Rahman. L'un des responsables de ce nouveau coup d'Etat est le général Zia. il s'autoproclame « Président du Bangladesh, en avril 1977, et instaure une république islamique. heurs et malheurs des militaires politiciens, Zia sera assassiné par ses pairs le 30 mai 1981. Après une lutte très violente entre la Awani League et le BNP, lors des élections de décembre 1981, c'est finalement un nouveau dictateur militaire qui prend le pouvoir en 1982 : le général Ershad. Aujourd'hui, le Bangladesh Nationalist Party est dirigé par Khaleda Zia, la veuve du général Zia.

X.M.

CHILI

Appel à la solidarité

Le mouvement anarchiste chilien est en pleine recomposition et demande notre aide financière, pour son journal, *Accion directa*, dont le n° 1 est déjà sorti, pour l'achat d'un local et la création d'une radio.

Vos chèques sont à adresser à la librairie du Monde Libertaire (145, rue Amelot, 75011 Paris), à l'ordre d'ALDIR, en spécifiant « Solidarité Chili ». Même de petites sommes, mais en souscriptions régulières aideront nos compagnons à se développer.

Les Relations internationales

Sélection de Radio-Libertaire (89.4 FM)

Samedi 19 janvier

— « La Chronique syndicale » (11 h 30 - 14 h 30) : le journal *laVie ouvrière* - spécial impôts, l'inquiétude chez les travailleurs sociaux, avec une formatrice comme invitée et le dossier international, avec l'actualité sociale aux USA.

— « BDDA et Cie » (18 h - 19 h 30) : Météor

Dimanche 20 janvier

— « Tribuna latino-américana » (18 h - 20 h) : dossier Argentine, avec la participation de deux syndicalistes.

Mardi 15 janvier

— « Blues en liberté » (10 h - 12) : Otis Spann.

LITTERATURE

« Notre héros défiguré »

Yi Munyol, éditions Actes Sud

Tiens ! Un écrivain coréen. Yi Munyol est en effet l'auteur le plus célèbre en Corée du Sud. Mais là s'arrête l'exotisme. En effet, son œuvre, universelle, peut être lue bien au-delà des frontières. *Notre héros défiguré* montre les rapports de pouvoir entre les enfants. Dans une école de campagne, un chef de classe tyrannise des écoliers soumis à toutes ses volontés. Ils abattront néanmoins sa dictature avec l'aide d'un pédagogue. Bien sûr, l'auteur n'est pas libertaire, mais plutôt démocrate. Chez lui, la liberté est une notion abstraite avant d'être une pratique individuelle. mais c'est une courageuses dénonciation de l'autorité, sans indulgence pour son propre pays.

Du même auteur ont été traduits deux autres livres aussi intéressants : *L'Hiver, cette année-là* et *L'Oiseau aux ailes d'or*.

Yves (gr. Les Temps Nouveaux)

• **Chanson**
• Samedi 19 janvier à 20 h 45
MARIE-JOSÉE VILAR
• **Au théâtre d'Ivry**
1, rue Simon Dereure à Ivry-sur-Seine
Métro Mairie d'Ivry
Réservation au 46.70.21.55.

Théâtre Paul-Eluard
162, rue Maurice-Berteaux 95870 Bezons. Tél. : 39.61.95.48.
L'association « La Licorne » présente le concert exceptionnel de
Luc Romann,
le samedi 19 janvier 1991, à 21 heures.

EDITIONS

Pour des vœux... libertaires !

Les éditions « La Rue » viennent d'éditer une nouvelle série de cartes postales couleurs. Il s'agit de huit pochoirs « vus » dans le 18e arrondissement de Paris. Ces cartes postales sont disponibles à la librairie du Monde Libertaire, (145, rue Amelot, 75011 Paris), au prix public de 4,50 F l'unité et de 27 F la collection de huit (les chèques sont à libeller à l'ordre de Publico).

EXPO-VENTE

Le 19 janvier, l'association « La Rue » organise une exposition-vente de pochoirs anarchistes :
- de 10 h à 15 h : expo et projection de diapositives ;
- de 15 h à 18 h : démonstration-réalisation et vente.
Librairie du Monde Libertaire,
145, rue Amelot (M° République ou Oberkampf),
75011 Paris.

FILMS : « URANUS » ET « LES ARMES DE L'ESPRIT »

La France est-elle masochiste ou amnésique ?

« Uranus » est sur tous les écrans de France, « Les Armes de l'esprit » n'a pas cette chance.
Pourtant ces deux films mettent tous deux l'accent sur une sombre période de notre histoire : la collaboration. Pourquoi cette inégalité ?

URANUS est une super-production à la française : une pléthore d'acteurs, des dialogues de qualité et l'adaptation d'un roman de Marcel Aymé. Comme il est coutume aujourd'hui, une télévision étant indispensable à la production, une société nationale, Antenne 2, a participé au montage financier. Distribué par l'AMLF, le film bénéficie d'une large diffusion nationale et constitue l'événement cinématographique du moment. Déjà, les polémiques, si utiles à la promotion du produit, s'installent et des journalistes; à court d'idées, y vont du couplet bien connu sur la France masochiste. Dans son numéro du 12 décembre, *Télérama* titre : « Faut-il rire des lâchetés françaises ? ». Il est à craindre que la tarte à la crème sur l'autodénigrement comme signe de la « culture nationale » ne nous soit pas épargnée...

Une super-production pour bien-pensants

Loin d'être porteur de masochisme, *Uranus* participe, en fait, à un travail d'amnésie élective. le film opère un simple retournement du « nous sommes tous des résistants » qui a prévalu de la Libération aux années libérales ; la mort de Charles de Gaulle ayant permis une révision du passé glorieux qu'il incarnait. Dans le cinéma de fiction, c'est *Lacombe Lucien* qui a été chargé de commettre le meurtre rituel du « père tranquille » avec la caution « vériste » du film de montage *Le Chagrin et la pitié*.

Ce retournement permet de faire l'impasse sur la question de la résistance et surtout de délivrer un discours frelaté : si nous sommes tous des salauds au fond personne ne l'est vraiment. La culpabilité se dissout lorsqu'elle est partagée par tous. Elle n'existe plus. Ainsi, sont amnistiés généreusement les vrais coupables. Et monsieur Krupp mis en scène sur le même plan que le simple soldat de la Wehrmacht au nom du principe de la « culpabilité collective du peuple allemand » peut continuer à faire des affaires... reconstruction et surtout guerre froide obligent.

Remplacée par le recours poisseux à l'éternel humain, la réflexion historique est expulsée et barrée. Claude Berri n'a pas manqué, du reste, de souligner l'actualité de son film qui démontre la permanence des comportements : « Uranus *est, avant tout, une parabole. C'est l'âme humaine qui est en cause.* » (*Télérama*, n° 2135, 12 décembre 1990, p. 34). Et pour faire bonne mesure, cette âme est noire conformément à la tradition occidentale. la nature humaine est mauvaise (elle est responsable de la chute !) ; elle justifie et nécessite l'existence de l'Etat , sans qui, l'homme étant un loup pour l'homme..., l'antienne est hélas bien connue.

Faire un parallèle entre *Uranus* et *Les Armes de l'esprit* de Pierre Sauvage s'impose tant il s'avère riche d'enseignements. L'accueil réservé à l'un et à l'autre est diamétralement opposé. Certes, ces deux films ne sont pas de même nature : une grosse machine commerciale, un film documentaire. Cela ne suffit pas pour expliquer pourquoi *Les Armes de l'esprit* a attendu plus de trois ans avant de trouver un petit distributeur parisien, Ciné-Classic, qui accepte de le diffuser en salle. La diffusion a été minimale : une copie pour une salle du quartier Latin. Il ne s'est pas trouvé une seule télévision pour accepter de l'acheter. Armand Jammot l'a refusé pour les « Dossiers de l'écran ». Pourtant, *Les Armes de l'esprit* est un beau film qui a connu un franc succès aux USA : un demi-million de dollars de recette pour un documentaire !

A travers des témoignages et des images d'archives, le film raconte l'histoire d'un petit village de la Haute-Loire, Chambon-sur-Lignon, qui a collectivement sauvé 5 000 juifs en les accueillant et en les cachant pour les soustraire au zèle de l'administration de Vichy. L'histoire de ce village résistant, qui n'a pas connu un seul délateur (le flic a été opportunément abattu par la Résistance), s'inscrit en faux contre *Uranus* dont elle constitue, sans le vouloir, l'antithèse. Elle contraint à s'interroger sur les conditions qui ont présidé à la création d'un clivage entre France résistante et France collabo. Car si la résistance est possible, alors la lâcheté n'était ni une fatalité ni encore moins le « propre de l'homme ». La responsabilité existe, la culpabilité aussi. Cette notion de culpabilité qui n'a rien à voir avec un pêché collectif, n'a jamais été élucidée en France ni même définie, lorsque la culpabilité n'est pas noyée opportunément dans le tout collectif, on l'individualise, on la « psychologise » pour bien se garder de la penser en termes politiques et historiques.

L'administration de Vichy, qui a permis le bon fonctionnement de la collaboration, a été reconduite dans son intégralité à la Libération. Même les préfets sont restés en place à quelques rares exceptions près. Continuité de l'Etat oblige ! Quelques « énergumènes » tentent aujourd'hui de faire réouvrir les dossiers et se heurtent à l'ensemble des institutions. Les médias feignent de découvrir la question. Mais c'est ainsi ! Le chef de la police de Vichy termine sa vie en paix et les hauts fonctionnaires qui avaient signé des réquisitions contre la résistance ou contre les Juifs ont pu poursuivre leur carrière sous la République.

On conçoit l'importance de la fonction d'occultation. Renan écrit que « la mémoire nationale est faite d'oubli ». De plus, cette notion même de clivage à l'intérieur de la France est contraire en soi à la conception nationaliste d'unité consubstantielle des Français. Pour préserver l'illusion de cette unité tout est bon : le « tous des salauds » est le pendant réaliste du « tous résistants » de l'idéalisme gaullien qui permet de préserver l'essentiel. Les Français n'existent pas : des Français ont collaboré, d'autres ont résisté, la majorité, sans doute, était attentiste. Il ne faut pas tout confondre. Et ce n'était pas qu'une affaire de choix personnels...

Pleins feux sur l'espoir, honneur à Chambon-sur-Lignon

Enfin, sans aucun didactisme, ce film défend une thèse : pour résister, il faut d'abord posséder les armes de l'esprit et les habitants de Chambon-sur-Lignon qui ont perpétué la tradition huguenote de résistance à l'oppression, n'en manquaient pas. Or, seules des valeurs fortes sont susceptibles de forger ces armes. Contredisant par avance Maxime Loin, le journaliste collabo d'*Uranus* interprété par Gérard Desarthe, les habitants de Chambon-sur-Lignon nous disent que « dans l'horreur, toutes les idées ne se valent pas », que la solidarité et que la dignité sauvent et sont donc porteuses d'honneur et d'avenir, alors que la soumission, la lâcheté et la cupidité assassinent et enfantent l'horreur. C'est une leçon à retenir.

Alors que le rire d'*Uranus* laisse un goût de cendre, l'émotion du film de Pierre Sauvage redonne l'espoir, même dans les périodes les plus noires, en l'existence de l'« entraide »...

Mato-Topé

Mohican Magnétique et le théâtre du Tourtour présentent une femme nomade au Tourtour :
Fabienne Elkoubi,
du 22 janvier au 2 février, à 22 h 15.
Guitare : Pierre Chéréze, basse : Rémy Sarrazin, claviers : Daniel Yvon.
Théâtre du Tourtour
20, rue Quincampoix
75004 Paris.
Réservations : 48.87.82.48.

Le restaurant associatif « Pain, roses et chansons » vous propose : le vendredi 18 et le samedi 19 janvier, à 21 h 30, un spectacle du chanteur Gilles Servat.

Participation aux frais : 50 francs.
Restaurant « pain, roses et chansons », 40, rue des Vignes, 94230 Cachan.
Tél. : (1) 46.63.51.98

BANDE DESSINEE

« Le Violon et l'archer »

Six dessinateurs (A. Juillard, Baru, Ferrandez, Boucq, Tripp et Cabanes) ont été enfermés pendant 72 heures dans le musée Ingres de Montauban. Ils nous entraînent dans une visite du musée, sur les pas d'Ingres, chacun avec sa personnalité et sa sensibilité. C'est peut-être le seul album collectif (Casterman éditeur) digne de ce nom !

Alain Nicol

RENDEZ-VOUS

BONDY
Réunion-débat sur le thème : « La montée des religions et l'anticléricalisme, aujourd'hui », le 19 janvier, à 20 h 30, au CPRA, rue de Lattres de Tassigny, à Bondy.

LYON
La librairie La Plume Noire change d'adresse. Elle vient d'ouvrir un nouveau local au 15, rue Rivet, 69001 Lyon. Tél. : (16). 72.00.94.10. Ouvert le mercredi et le samedi de 14 h à 19 h.

NANTES (gr. Dolce Farniente)
Le groupe Dolce Farniente de la FA organise le vendredi 18 janvier, une réunion-débat sur le thème : « L'école n'est pas obligatoire », avec la participation de Catherine Baker et de parents d'enfants non scolarisés. La réunion a lieu à la Manufacture des tabacs, boulevard de Stalingrad (après la gare SNCF), à 20 h 30.

NANTES (gr. Milly-Witkop)
Suite à une panne d'émetteur, l'émission organisée par le groupe Milly-Witkop de la FA et l'OCL-Nantes, initialement prévue le 12 janvier, n'a pu avoir lieu. Que nos auditeurs nous excusent ! L'émission est reportée au 19 janvier de 13 h à 14 h, sur 97.5 FM, avec pour invité le GROG.

Edition d'affiche

Le groupe Henry-Poulaille de Saint-Denis vient d'éditer l'affiche contre la guerre, ci-dessus. On peut se la procurer au prix de 1,35 F pour les achats en nombre. A l'unité son coût est de 5 francs. Les commandes sont à passer à la librairie du Monde Libertaire, (chèques à l'ordre de Publico).

Le dessin de la semaine

Le tandem Barzach-Noir swingue au rythme d'un tango électoraliste prévu pour les prochains jours.

PARUTIONS

PRESSE

Les groupes Milly-Witkop et Dolce Farniente de Nantes vous annoncent la parution du n° 13 du *Farfadet*. Son prix est de 5 F (8 F, pour le port). On se le procure à l'adresse suivante : Magazine libertaire, Radio-Alternantes, 19, rue de Nancy, 44300 Nantes. Il est également en vente à la librairie du Monde Libertaire, à Paris et à la librairie Livres comme l'air (rue Copernic), à Nantes. Le n° 11/13 est encore disponible. Prix 10 F (port compris). Chèques à libeller à l'ordre du *Farfadet*.

BADGE

Un badge « Non à la guerre » a été édité pour soutenir les différentes initiatives contre la guerre.
Il est disponible au prix de 10 F, à la librairie du Monde Libertaire (145, rue Amelot, 75011 Paris) ou auprès des militants de la FA.

EDITIONS

Le groupe Région-toulonnaise diffuse un autocollant : A cerclé, rouge sur fond noir. Prix : 2,30 F l'unité, à partir de 25 exemplaires (port compris). Et toujours des broches : étoile noire, étoile rouge et noire, deux mains brisant un fusil. Prix 8,50 F l'unité à partir de 6 exemplaires (port compris). Chèques à l'ordre de Bruno Nappi. Adresse : CECL, immeuble Lamer, rue Montébello, 83000 Toulon.

CALENDRIER

Le groupe Humeurs Noires de Lille tient à votre disposition un calendrier mural, de format 30X40 (en allemand), édité par l'Institut Max-Nettlau, de Neustadt : « Libertär 91 : les femmes de l'anarchie (12 noms) ». Prix : 66 F (port compris). Disponible à Humeurs Noires, BP 79, 59370 Mons-en-Barœul (chèques à libeller à l'ordre de ALDIR). En vente également à la Librairie du Monde Libertaire.

AGENDA

Le groupe Humeurs Noires de Lille tient à votre disposition un agenda de 100 pages (en allemand) : « 365 jours contre le racisme, le sexisme et le fascisme ». Prix : 30 F (port compris). En vente à l'adresse ci-dessus. En vente également à la librairie du Monde Libertaire.

PRESSE

Le groupe Flores-Magon vient d'éditer le n° 2 de *Schwartze Fohne*. Au sommaire : « Révisionnisme, le nouvel antisémitisme ». En vente à la librairie du Monde Libertaire, au prix de 2 francs.

PROCES PARISIEN EN CORRECTIONNELLE

Sept ans requis contre trois républicains irlandais

C'EST un procès peu ordinaire qui s'est déroulé les 7, 8 et 9 janvier, à Paris, devant pourtant une simple chambre correctionnelle, la 14e, présidée par Mme Martine Anzani. Le cas de cinq citoyens irlandais, arrêtés au large des côtes du Finistère le 30 octobre 1987 à bord du caboteur Erskund, dans lequel les douaniers devaient trouver 150 tonnes d'armes de guerre, y était examiné. Les cas de Gabriel Cleary, James Coll et James Doherty, militants du mouvement républicain irlandais, incarcérés depuis cette date, de Henry Cairns, membre de l'équipage libéré pour raison médicale en août 1990 et de Adrien Hopkins, capitaine du navire, le grand absent, libéré l'année dernière, et actuellement incarcéré en Irlande. Tous accusés, selon la loi antiterroriste de 1986 d'infraction au code des douanes et surtout d'infraction à la législation sur le transport d'armes de première catégorie dans le cadre d'entreprise individuelle ou collective visant à troubler l'ordre public par l'intimidation et la terreur. Et pourtant, un procès jugé à Paris par accident.

Parti de Malte, chargé d'armes en Libye (cartouches, fusils mitrailleurs, mitrailleuses, lance-roquettes RPG, missiles SAM 7 incomplets et munitions) le navire devait débarquer sa cargaison sur une plage irlandaise, afin qu'elle soit réceptionnée par l'IRA. Mais survolés à trois reprises par un avion non identifié, le navire se déroute vers la Manche dans le but de se saborder. Le but de l'équipage étant de rejoindre ensuite les côtes françaises sans armes. Mais une avarie de gouvernail les contraint de s'approcher des côtes bretonnes pour effectuer une réparation de fortune. Le soir même, le 30 octobre, ils seront arraisonnés par une vedette des douanes à 5,6 miles des côtes, au large de l'île de Batz, le capitaine ayant assuré que les eaux territoriales ne s'étendaient pas au-delà de trois miles, alors qu'elles sont de... douze miles.

Cette relation des faits par les accusés n'a pu être infirmée lors de l'instruction conduite par le super-juge au magnum 357 Bruguière, malgré son acharnement à essayer d'établir que les inculpés étaient rentrés volontairement en France, que les armes étaient destinées à l'ETA et aux réseaux iraniens en France (1) ! Une enquête, dont la défense, par la voix de Maître Antoine Comte, conteste la légalité, le juge ayant enquêté sur les quatre précédents convoyages du capitaine Hopkins, qui a coopéré tout au long de l'instruction, qui n'a pas hésité à émettre des commissions rogatoires internationales vers de nombreux pays, alors qu'il n'existe ni accusés ni victimes ni complices de nationalité française. Mais après délibération, le tribunal décidait de joindre son jugement sur la forme et sur le fond.

Alors, une fois la baudruche dégonflée, il ne restait plus à la présidente du tribunal qu'a écarter, ce qu'elle fit d'ailleurs attentivement, tous les intervenants qui se sont évertués, souvent avec brio, à restituer ce procès politique dans le contexte de la situation irlandaise. James Coll, pour les trois inculpés « politiques », rappela la longue série d'exactions qui a ponctué l'histoire de l'occupation britannique en Irlande : les meurtres perpétrés par les forces de l'ordre, épaulés par les escadrons de la mort loyalistes, les juridictions et les lois d'exceptions. Bernadette Devlin, vétérante des luttes pour les droits civiques, rappela la réalité de la discrimination envers la communauté nationaliste d'Irlande du Nord et termina en déclarant : « *Avant de juger la violence des accusés, jugez celle qu'ils subissent* ». Tim Pat Coogan, écrivain et ancien rédacteur en chef d'un des principaux quotidiens dublinois, l'Irish Press, à la question de la présidente : « *Approuvez-vous la violence de l'IRA ?* », répondit : « *Je n'approuve pas la violence, mais je comprends les jeunes qui rejoignent l'IRA. C'est la présence de l'armée britannique qui est tragique* ».

Enfin, M. Covalet, juriste international, rappela le bien-fondé de la lutte pour l'autodétermination du peuple irlandais et pour la réunification de l'île, tant au regard de la constitution d'Irlande du Sud que du droit international, tant invoqué en ce moment.

Il ne restait plus alors qu'au substitut du procureur Lalande, qu'à requérir 6 ans contre le capitaine Hopkins, très bavard lors de l'instruction, 5 ans dont 2 avec sursis pour Cairns et 7 ans pour les trois militants républicains Doherty, Coll et Cleary. Après avoir reconnu, pour ceux-là, leur mutisme et leur dignité... dignes de prisonniers de guerre ; après avoir reconnu que les armes n'étaient pas destinées à la France... mais au nom de la lutte contre le terrorisme et pour l'ordre public international. Cette dernière notion étant rejetée par la défense, car nulle part définie, contrairement à l'ordre public français.

Verdict le 6 mars... un délai suffisant pour le tribunal pour examiner le dossier de la défense, mais bien loin pour les trois incarcérés et leurs familles, après plus de trois ans de préventive. Trois ans qui sont déjà de trop.

Denis Marchand
(gr. Francisco-Sabaté)

(1) Version reprise, alors même qu'abandonnée par le ministère public, par *le Figaro* du 8 janvier 1991. Notons qu'en droit français, un juge d'instruction instruit à charge et à décharge.

PRESSE

« Infos et analyses libertaires »

Le n° 26/27 d'*Infos et analyses libertaires* vient de paraître avec un sommaire particulièrement riche et chargé.

L'affaire Duponchel y est détaillée. Un dossier sur les événements du Golfe, riche d'analyses et d'informations diverses donne aux lecteurs des éléments permettant d'aborder la question sous l'angle de l'antimilitarisme et de l'anarchisme. Un billet d'humeur atomise cette société de « bavures » où les inégalités sociales induisent les frustrations et les conséquences meurtrières pour les jeunes marginalisés... Plus loin nous abordons les problèmes de vie dans les quartiers à Perpignan et à Barcelone. Ici, les édiles perpignanais « polygonisent » la banlieue nord au demeurant en virant des résidents qui n'ont rien demandé à personne. De l'autre côté de la frontière, les habitants du besos ont fait reculer l'administration barcelonaise en employant la manière forte : action directe à tous les étages...

Abordé sous forme de question : « Quelle forme de lutte pour l'antifascisme », une analyse des réponses possibles et souhaitables à opposer aujourd'hui à toutes les manifestations du fascisme militant et à un autoritarisme ambiant...

Une information rapide sur la mise en place de l'Union régionale de la FA dans le Sud-Ouest et en dernière minute, un *scoop* : vous avez l'occasion de lire le dernier numéro de l'*Infos et analyses libertaires* perpignanais, car dès le n° 28 ce journal prendra une dimension régionale et sera l'organe de l'Union régionale Sud-Ouest !

Vingt francs... pour tant de richesses et avec, en plus, un calendrier, ça ne vaut pas le coup de s'en passer !

***Infos et analyses libertaires* est en vente à Perpignan au Futur antérieur, à Torcatis, à la librairie catalane et à la librairie... Infos, 2, rue Théodore-Guiter. A Paris, à la librairie du Monde Libertaire (145, rue Amelot, 75011) ; à Lyon, à la librairie La Plume Noire ; à Toulouse, à l'Athénée Albert-Camus, situé rue Peyrolières et à Bordeaux, 7 rue du Muguet. On trouve aussi notre revue à Albi, Agen et en bien d'autres villes.**

Gr. FA de Perpignan

SOMMAIRE

PAGE 1 : 300 000 manifestants contre la guerre, Lituanie... URSS: les salauds sont toujours au pouvoir, Editorial.
PAGE 2 : Pour un matérialisme radical.
PAGE 3 : Manifestations du 12 janvier... échos de province et de l'étranger, Michel Vaujour... isolement : une victoire partielle, Les syndicats face à la crise du Golfe, Le Groupe de résistance et d'opposition à la guerre, En bref.
PAGE 4 : Les anarchistes et l'avortement au début du siècle, La loi du 31 juillet 1920, Femmes... sœurs bien-aimées !
PAGE 5 : Corse... un utile tour d'horizon, La mouvance nationaliste aujourd'hui ,Derrière les marinas, un peuple !
PAGE 6 : Turquie... la marche des mineurs de Zonguldak, Bangladesh... l'armée capitule devant le peuple et... les querelles des partis bangalis, Appel à la solidarité avec le Chili.
PAGE 7 : Sélection R.-L., « Uranus » et les « Armes de l'esprit » : la France est-elle masochiste ou amnésique ?, « Notre héros défiguré » de Yi Munyol, Bande dessinée...« Le violon et l'archer ».
PAGE 8 : Procès en correctionnelle contre trois républicains irlandais Le dessin de la semaine, Infos FA.